



Conseil de sécurité

Soixante-huitième année

6971^e séance

Mercredi 29 mai 2013, à 10 h 35

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Menan (Togo)
<i>Membres :</i>	
	Argentine M ^{me} Millicay
	Australie M ^{me} King
	Azerbaïdjan M. Mehdiyev
	Chine M. Li Baodong
	États-Unis d'Amérique M ^{me} Rice
	Fédération de Russie M. Churkin
	France M. Briens
	Guatemala M. Rosenthal
	Luxembourg M ^{me} Lucas
	Maroc M. Loulichki
	Pakistan M. Tarar
	République de Corée M. Sul Kyung-hoon
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord M. Parham
	Rwanda M. Nduhungirehe

Ordre du Jour

Région de l'Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional
des Nations Unies pour l'Afrique central et les zones où sévit l'Armée
de résistance du Seigneur (S/2013/297)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.

13-34866 (F)



Document adapté



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Région de l'Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2013/297)

Le Président : En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2013/297, intitulé « Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur ».

Je donne maintenant la parole à M. Moussa

M. Moussa : J'ai l'honneur et le privilège de présenter, Monsieur le Président, le quatrième Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) (S/2013/297).

Au moment où je m'adresse aux membres du Conseil, la situation générale en Afrique centrale, sur le plan politique et sécuritaire, est caractérisée par une stabilité et une paix relatives dans la plupart des pays de la sous-région, avec la notable exception de la République centrafricaine et de certaines parties de la République démocratique du Congo.

Comme le Conseil de sécurité le sait, les développements en cours en République démocratique du Congo sont encourageants, notamment avec la signature de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en février 2013 sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU. La situation en République centrafricaine par contre continue d'avoir un impact négatif sur les pays limitrophes, en particulier sur le plan des flux des réfugiés et des mouvements transfrontaliers des ex-combattants.

Au cours des six derniers mois, le BRENUAC a continué à travailler en étroite collaboration avec les organisations régionales, particulièrement la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et ses États membres, ainsi qu'avec d'autres partenaires, à l'effet de faciliter la recherche de solutions durables aux nombreux défis de paix et de sécurité auxquels la sous-région est confrontée.

C'est dans cette optique que le BRENUAC, avec le concours du Groupe de l'appui à la médiation, prévoit d'organiser un deuxième atelier de renforcement des capacités en matière de médiation en juin pour la CEEAC en vue de mieux outiller cette entité sous-régionale et de lui permettre de mieux s'acquitter de sa mission de prévention, de gestion et de résolution pacifique des conflits.

(l'orateur poursuit en anglais)

Au cours de la réunion que nous avons tenue en décembre, le Conseil de sécurité a demandé au BRENUAC d'œuvrer avec l'Union africaine et d'autres parties prenantes et partenaires à l'élaboration d'un plan de priorités de la mise en œuvre de la Stratégie régionale de l'ONU pour faire face à la menace posée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Cela étant fait, la prochaine priorité immédiate consistera à organiser un forum de mobilisation des ressources en appui à la mise en œuvre de cette stratégie en partenariat avec l'Union africaine.

À cet égard, je félicite l'Union africaine d'avoir organisé récemment un forum en appui à l'opérationnalisation de la Force régionale d'intervention (FRI) de l'Union africaine. Ce forum a constitué une action importante en vue de la préparation d'un processus plus large et plus inclusif de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de notre stratégie régionale conjointe.

Pour ce qui est de l'opérationnalisation de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine – composante clef de notre stratégie régionale conjointe – il importe de rappeler certains des défis auxquels nous sommes confrontés et dont le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine a longuement parlé à l'ouverture du forum de soutien de l'Union africaine tenu le 24 avril à Addis-Abeba. Selon l'Ambassadeur Lamamra, les contingents transférés à la FRI sont confrontés à de véritables problèmes logistiques qui constituent des obstacles considérables qui confinent les troupes, à l'exception des contingents ougandais,

à leurs bases respectives et ne leur permettent pas de mener les opérations militaires escomptées.

Ces problèmes sont exacerbés par la crise politique et sécuritaire qui sévit actuellement en République centrafricaine. Cette situation a des conséquences directes sur l'opérationnalisation de la FRI dans ce pays. Mais Bangui a envoyé des signaux rassurants à la suite de la mission d'établissement des faits en République centrafricaine effectuée en avril par l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la LRA, l'Ambassadeur Francisco Madeira. Comme l'a confirmé le Premier Ministre Nicolas Tiangaye, les autorités de la République centrafricaine sont prêtes à continuer à coopérer avec la communauté internationale, et notamment l'Union africaine et l'ONU, pour poursuivre la lutte contre la LRA.

En juin dernier (voir S/PV.6796), le Conseil a approuvé la stratégie de lutte contre la LRA. Nous avons finalisé le plan de mise en œuvre qui recense les besoins, ainsi que les domaines qui exigent des ressources supplémentaires. Nous continuons donc de compter sur la volonté politique et le maintien de l'appui financier de toutes les parties prenantes, en particulier des pays touchés par l'Armée de résistance du Seigneur et des principaux partenaires, pour pouvoir traduire ces projets dans les faits.

Une autre grande source de préoccupation pour la sécurité de la sous-région est constituée par les opérations militaires effectuées actuellement par les forces armées nigérianes contre les insurgés de Boko Haram dans les États de Borno, Yobe et Adamawa. Après une semaine d'opérations militaires dans ces trois États, où l'état d'urgence a été déclaré, l'armée nigériane a annoncé, le 20 mai, qu'elle avait repris le contrôle de cinq zones reculées du nord-est du pays, près des frontières camerounaise et tchadienne, où les insurgés islamistes s'étaient emparés de territoires.

Les incidences humanitaires et transfrontalières potentielles de l'offensive militaire du Nigéria au niveau des pays de la sous-région ne sont pas encore pleinement évaluées. Néanmoins, les personnes ayant fui cette offensive militaire pour se réfugier au Cameroun et au Tchad se compteraient en milliers, tandis que l'armée affirme, de son côté, que des insurgés de Boko Haram avaient été empêchés de fuir vers le Tchad et le Niger voisins.

La situation qui règne actuellement dans le nord du Mali sur les plans politique et de la sécurité continue

d'avoir des répercussions négatives sur les pays qui y ont déployé des contingents. Suite à la double attaque perpétrée contre une base militaire d'Agadez et une mine d'uranium exploitée par la France, le Président nigérien, Mahamadou Issoufou, a affirmé que les personnes impliquées dans ces attaques, qui ont fait plus d'une vingtaine de morts, étaient entrées dans son pays par le sud de la Libye. Il a également averti que de nouvelles attaques étaient planifiées contre le Tchad.

Le problème du braconnage est un autre phénomène qui prend rapidement de l'ampleur et risque d'avoir des incidences négatives sur une situation déjà menaçante pour la paix et la sécurité de certaines zones de la sous-région. Au cours des cinq derniers mois environ, nous avons reçu de plus en plus d'informations, parfois alarmantes, soulignant la gravité de cette menace. On nous a fait savoir qu'au moins 26 éléphants avaient été massacrés par des braconniers sur le site de Dzanga Bai, dans le sud-est de la République centrafricaine, qui est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Toujours selon ces informations, l'Afrique centrale est régulièrement la cible d'opérations de braconnage et, en février 2012, plus de 300 éléphants ont été tués pour leur ivoire dans le nord du Cameroun. Il convient à cet égard d'appuyer les efforts déployés par les pays de la sous-région pour s'attaquer à ce problème.

Un autre obstacle majeur à l'instauration durable de la paix et au développement de la sous-région d'Afrique centrale est constitué par la question épineuse du chômage des jeunes. Conscient des effets déstabilisateurs de la hausse du chômage des jeunes sur la sous-région, le BRENUAC s'est attelé à l'organisation d'une conférence sous-régionale consacrée à l'examen des incidences du chômage des jeunes sur la consolidation de la paix. Nous poursuivrons activement ces efforts en partenariat avec la CEEAC, la Banque africaine de développement, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement et un certain nombre de partenaires et d'acteurs régionaux et internationaux clefs.

Dans l'exposé que j'ai présenté au Conseil le 18 décembre 2012 (voir S/PV.6891), j'ai promis que le BRENUAC continuerait de s'attacher à faire fond sur les succès enregistrés au cours de cette année et à les renforcer. Pour cela, il s'agissait de redoubler d'efforts pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie régionale visant à contrer la menace de la LRA, en mettant rapidement la dernière main au document programmatique pertinent, en poursuivant les efforts

pour organiser un sommet régional sur la piraterie dans le golfe de Guinée, comme le Conseil l'avait recommandé dans sa résolution 2039 (2012) du 29 février 2012, et en renforçant encore nos capacités et nos institutions pour pouvoir appuyer les organisations sous-régionales, à commencer par la CEEAC.

Avec le recul, je peux humblement affirmer que nous avons tenu cet engagement, parfois dans des conditions très difficiles, dont la réduction continue de nos ressources. C'est pourquoi je voudrais, alors que nous entamons le deuxième semestre de 2013, renouveler l'engagement de poursuivre ces efforts et de faire fond sur les progrès accomplis à ce jour dans l'exécution de notre mandat, sous l'égide et la direction du Conseil.

Je remercie les membres du Conseil de sécurité du ferme appui qu'ils continuent d'apporter au Bureau.

Le Président : Je remercie M. Moussa de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Li Baodong (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Moussa, de son exposé.

À l'heure actuelle, les pays d'Afrique centrale s'emploient activement au maintien de la paix et de la sécurité internationales, à la promotion du développement économique et social et au renforcement de l'intégration régionale. Ils ont obtenu dans ces domaines des résultats positifs.

Dans le même temps, l'Afrique centrale reste aux prises avec de nombreuses difficultés dans le domaine de la paix et de la sécurité. La situation en République centrafricaine et dans la partie orientale de la République démocratique du Congo demeure agitée. La menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) n'a pas été éliminée et la piraterie dans le golfe de Guinée continue également de poser un problème. La coopération des pays de la région et de la communauté internationale est donc requise.

La Chine aimerait à cet égard faire les quatre observations suivantes.

Premièrement, la communauté internationale doit assister activement les pays d'Afrique centrale dans leurs efforts pour rétablir la paix et la stabilité. La Chine est profondément préoccupée par les tensions observées en République centrafricaine et dans la zone orientale de la République démocratique du Congo. Nous espérons

que les parties concernées renonceront à toute forme de violence et surmonteront leurs divergences par la voie du dialogue et de la négociation.

Nous appuyons les pays de la région et les organisations régionales et sous-régionales dans leurs efforts pour régler ces problèmes. Nous appelons la communauté internationale à fournir un appui aux pays et organisations concernés dans le cadre du plein respect de la souveraineté des pays de la région. La Chine se félicite que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, se soit récemment rendu en République démocratique du Congo et dans d'autres pays de la région. Nous le remercions du rôle important qu'il joue en aidant à régler au mieux la situation en République démocratique du Congo.

Deuxièmement, la communauté internationale doit continuer d'aider les pays de la région à lutter contre la LRA qui sévit toujours dans de nombreux pays. La dégradation des conditions de sécurité en République centrafricaine a des répercussions négatives sur les efforts déployés par les pays de la région pour lutter contre la LRA. La Chine condamne fermement les attaques perpétrées contre des civils par la LRA, dont elle exige le désarmement immédiat.

Nous nous félicitons des efforts déployés par les pays de la région pour lutter contre la LRA et nous appuyons ceux que déploie l'Union africaine pour mettre en œuvre des initiatives de coopération régionale. Nous saluons à cet égard la coopération entre l'ONU et l'Union africaine. Nous comptons que la stratégie régionale et les plans d'action pertinents de l'ONU seront efficacement mis en œuvre.

Troisièmement, la communauté internationale doit continuer de se préoccuper des menaces que constituent toujours les actes de piraterie commis dans le golfe de Guinée, le trafic d'armes et la criminalité transnationale organisée. Nous appuyons les efforts déployés par les pays de la région en vue de formuler et d'affiner les stratégies nationales pertinentes et de renforcer ainsi la gouvernance et le maintien de l'ordre. Nous apprécions le rôle de direction et de coordination joué par les organisations régionales compétentes. La communauté internationale se doit de fournir l'appui nécessaire aux pays concernés au moyen de l'échange d'informations, du partage de données d'expérience, de l'assistance technique et du renforcement des capacités, ainsi que par l'adoption de politiques intégrées visant à régler les problèmes actuels et à s'attaquer à leurs causes

profondes, en mettant l'accent sur le développement économique et social et d'autres aspects essentiels.

Quatrièmement, l'ONU doit jouer un rôle plus important en faveur de la paix durable en Afrique centrale. La Chine remercie le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) pour les efforts qu'il ne cesse de déployer pour l'exécution du mandat du Conseil de sécurité et le maintien de la paix et de la stabilité dans la région. Nous espérons qu'il continuera de jouer un rôle synergique dans le cadre de la communication entre le système des Nations Unies, les organisations régionales et les pays concernés de la région, et de la coordination de leurs efforts. La Chine continuera d'appuyer l'action du BRENUAC et du Représentant spécial, M. Moussa.

M^{me} Lucas (Luxembourg) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), M. Abou Moussa, pour sa présentation très complète. J'évoquerai d'abord les efforts visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), avant de faire des observations sur la République centrafricaine et l'action du Bureau régional.

Depuis maintenant 25 ans, la LRA sévit au cœur de l'Afrique. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les violations systématiques du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, perpétrées par la LRA, ont causé plus de 100 000 morts, l'enlèvement de 60 000 à 100 000 enfants et le déplacement de 2,5 millions de personnes. L'année dernière encore, 212 attaques ont été signalées. Elles ont fait au moins 45 morts et donné lieu à 220 enlèvements, dont 25 % concernaient des enfants. Plus de 60 attaques et 30 morts ont déjà été signalés durant le premier trimestre 2013, et le mois de mars 2013 a connu une montée en flèche inquiétante des attaques, en particulier en République démocratique du Congo. Certes, les forces de la LRA ont été réduites au fil des ans, mais elles continuent de faire peser une grave menace sur la région et sa population civile. Nous devons donc rester mobilisés. Nous nous félicitons à cet égard de la déclaration présidentielle qui a été préparée pour la présente séance et qui marque la détermination du Conseil de sécurité à combattre le fléau de la LRA.

Pour éliminer la menace, la stratégie régionale multidimensionnelle dont les Nations Unies se sont dotées l'année dernière doit être vigoureusement mise en œuvre. Nous saluons dans ce contexte le plan de mise en œuvre progressif de la stratégie régionale de l'ONU,

transmis le 19 avril dernier par le Secrétaire général. Nous espérons que l'approche plus systématique formulée dans ce plan, sous la coordination du BRENUAC, ainsi que l'exécution des différents projets prioritaires proposés pour la mise en œuvre de la stratégie régionale, permettront de renforcer la lutte contre la LRA. La stratégie de communication exposée dans le plan de mise en œuvre, ainsi que les réunions comme celle que le Conseil de sécurité tient aujourd'hui, devront assurer que la lutte contre la LRA demeure une priorité à l'ordre du jour de la communauté internationale.

Nous saluons les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Initiative de coopération régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur menée par l'Union africaine, laquelle constitue le premier des cinq volets de la stratégie régionale de l'ONU. Nous saluons en particulier la finalisation des documents stratégiques nécessaires à l'action de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur. Nous encourageons les États touchés par la LRA à fournir les contingents requis afin d'atteindre les 5 000 effectifs autorisés. De son côté, le Luxembourg compte faire une contribution financière volontaire afin de soutenir le renforcement des capacités de la Force régionale d'intervention. Il est essentiel que l'ONU et l'Union africaine continuent de travailler la main dans la main dans ce dossier. La mission conjointe de sensibilisation et de mobilisation réalisée du 27 mars au 4 avril 2013 au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et en Ouganda par le Représentant spécial du Secrétaire général et par l'Envoyé spécial de l'Union africaine, M. Francisco Madeira, est un bon exemple des synergies qui peuvent ainsi être créées.

Les efforts des Nations Unies et de l'Union africaine ne suffisent pas. C'est en effet aux autorités des pays directement affectés par les violences commises par la LRA qu'incombe la responsabilité principale de la protection de leur population civile contre la menace de la LRA. De façon générale, nous encourageons tous les États à coopérer à l'exécution des mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale, il y a près de huit ans déjà, contre Joseph Kony, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen. Accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris de meurtres, de viols et d'enrôlement d'enfants, ces principaux responsables de la LRA doivent être traduits en justice.

On ne répétera, hélas, jamais assez que les femmes et les enfants sont les principales victimes de

la LRA. Dans ce contexte, nous voudrions rappeler les conclusions adoptées le 19 avril 2013 sur la situation des enfants victimes de la LRA par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé. Je mettrai en exergue trois recommandations figurant dans ces conclusions : d'abord, la recommandation portant sur la nécessité pour les Nations Unies de conserver, au sein des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales dans la région, des moyens de protection de l'enfance suffisants et, le cas échéant, d'accroître ces moyens; ensuite, la recommandation faite à l'Union africaine d'intégrer les activités relatives à la protection de l'enfance dans les activités de la Force régionale d'intervention; et, enfin, la recommandation faite à la Banque mondiale et aux donateurs de mobiliser les ressources nécessaires en faveur de la libération, du rapatriement et de la réintégration d'enfants anciennement associés avec la LRA.

Les progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur risquent d'être réduits à néant si la sécurité et la stabilité ne sont pas restaurées en République centrafricaine. Les opérations de lutte contre la LRA en République centrafricaine doivent reprendre sans délai pour éviter que le pays ne devienne un sanctuaire pour ce groupe armé. De façon générale, nous partageons l'extrême préoccupation du Secrétaire général face à la situation en République centrafricaine et au sujet de son incidence sur la paix et la sécurité dans la sous-région. L'absence totale d'ordre public, la situation humanitaire catastrophique, la poursuite des pillages et les violations graves des droits de l'homme exigent une réponse déterminée de la communauté internationale, et en particulier du Conseil de sécurité, en appui à l'Union africaine et à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Les tensions qui persistent dans la région de l'Afrique centrale, la menace toujours présente de la LRA, l'impact de la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes, dont le braconnage et le trafic d'ivoire, qui constitue en toute probabilité une source importante de financement pour les groupes armés, y compris la LRA – tous ces éléments rendent l'action du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale d'autant plus essentielle. Le Luxembourg se félicite des efforts du BRENUAC pour faciliter et encourager une coopération régionale plus étroite en Afrique centrale. Le travail réalisé par le BRENUAC, en collaboration notamment

avec la CEEAC, a contribué à améliorer la coopération dans les domaines de la médiation et des bons offices.

Pour terminer, je voudrais saluer le travail accompli conjointement par le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest en matière de lutte contre la piraterie au large des côtes des États du golfe de Guinée. Ce phénomène constitue en effet une menace grandissante pour les économies des États concernés, ainsi que pour le commerce et les relations internationales dans cette région du monde. Grâce aussi au bon travail de préparation facilité par les Nations Unies, nous espérons que le sommet régional des chefs d'État et de gouvernement sur la piraterie et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée, qui se tiendra au Cameroun les 24 et 25 juin prochains, produira des résultats tangibles.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes d'accord avec le Représentant spécial et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, lorsqu'il s'inquiète, dans son évaluation de la situation, des répercussions du conflit armé en République centrafricaine sur les États voisins, comme en témoignent en particulier l'augmentation du nombre de réfugiés, qui a atteint 50 000 au cours des six derniers mois, et la prolifération incontrôlée des armes. De toute évidence, un règlement de la crise militaire et politique et une normalisation de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le pays sont extrêmement importants pour les perspectives de paix, de sécurité et de stabilité dans la sous-région.

Nous sommes tout autant préoccupés par la prolifération des activités criminelles transfrontières, notamment le braconnage, pour lesquelles des armes en provenance de Libye sont utilisées. Nous nous inquiétons tout particulièrement de ce que le produit de ces activités criminelles puisse servir à financer les groupes terroristes et criminels opérant dans la sous-région.

Nous nous félicitons du renforcement de la coopération entre États et organisations concernés par la lutte contre la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée. Le sommet des États de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest qui doit se tenir en juin pourrait représenter une importante avancée en ce sens. Nous considérons qu'il est urgent de prendre les mesures qui s'imposent pour s'attaquer aux facteurs qui sont source d'instabilité dans la sous-région, notamment la pauvreté et l'écart croissant en matière

de répartition des revenus, ainsi que le chômage très répandu, particulièrement chez les jeunes.

On constate par ailleurs une baisse de l'activité de l'Armée de résistance du Seigneur, dont les combattants font ces derniers temps profil bas et semblent s'être retirés dans des régions difficilement accessibles à la frontière entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Nous prenons note des difficultés ponctuelles rencontrées dans la mise en œuvre concrète de la stratégie des Nations Unies pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur. Le déploiement de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine a été retardé, essentiellement en raison de problèmes de financement. Du fait des activités criminelles, le nombre de réfugiés et de déplacés s'élève à 440 000 personnes, ce qui, entre autres, illustre le manque d'efficacité des mesures de protection des civils. De surcroît, il y a une insuffisance générale des fonds disponibles pour répondre aux besoins humanitaires des personnes affectées par les activités de l'Armée de résistance du Seigneur.

Nous avons pris acte de l'adoption en avril du Plan de mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (S/2013/240, annexe). Ce plan est ambitieux et onéreux. Il convient de noter que s'il énonce un certain nombre de mesures indispensables et opportunes, il prévoit aussi la réalisation de plusieurs projets que l'on peut difficilement qualifier d'opportuns en l'état actuel, en particulier en ce qui concerne la République centrafricaine.

En conclusion, nous voudrions souligner la contribution du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à l'action menée collectivement pour assurer la paix et la sécurité dans la sous-région. Nous nous félicitons de la coopération croissante entre le Bureau et les partenaires régionaux dans des domaines tels que la diplomatie préventive, la consolidation de la paix, la lutte contre le terrorisme, la piraterie et les vols à main armée en haute mer, la prolifération des armes, l'appui aux processus électoraux et la formation du capital humain local.

M. Parham (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Abou Moussa, de son exposé de ce matin.

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ronge le cœur de l'Afrique depuis plus de 20 ans. Elle reste ce

qu'elle a toujours été : une bande de voyous criminels qui s'en prennent aux civils, en particulier les femmes et les enfants, et terrorisent les communautés. Il nous incombe à tous de faire en sorte que la LRA cesse d'infliger ce genre d'abominables souffrances.

La fin du fléau que représente la LRA est en vue. Les efforts concertés des pays touchés, de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires l'ont considérablement affaiblie. Mais nous ne devons pas baisser la garde. Éliminer une fois pour toute la LRA requiert notre attention continue ainsi que l'instauration et la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans les pays où elle sévit. L'évolution de la situation en République centrafricaine, comme d'autres l'ont déjà noté, menace de remettre en cause les progrès. Le Royaume-Uni appelle tous les pays de la région à participer pleinement à la lutte contre la LRA. Nous ne devons pas la laisser reprendre des forces, comme elle l'a fait par le passé alors qu'elle était au bord de l'extinction.

Le Royaume-Uni se félicite de l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies visant à contrer la LRA. Il est absolument primordial que les tâches prioritaires énumérées dans le plan soient exécutées rapidement, que les échéanciers soient respectés et que l'ONU indique clairement aux donateurs quels sont les volets de la stratégie pour lesquels les financements demeurent insuffisants.

Le Royaume-Uni salue aussi les efforts de mobilisation menés par le Représentant spécial, M. Moussa, et l'Envoyé spécial de l'Union africaine, M. Francisco Madeira, en coopération avec les pays où sévit la LRA, et le parachèvement des documents de stratégie nécessaires à la mise sur pied de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA. La coordination tactique, le partage de l'information et la planification conjointe entre les forces armées concernées s'en trouveront considérablement renforcés.

Je voudrais à présent évoquer le rôle plus large du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC). Le Royaume-Uni accueille avec satisfaction les efforts du BRENUAC pour faciliter et encourager une coopération régionale plus resserrée en Afrique centrale. Aider les organisations sous-régionales et leurs États membres à mettre en place des stratégies et des moyens pour surmonter les problèmes qu'ils rencontrent est une tâche cruciale. La relation de travail étroite que le Représentant spécial du Secrétaire

général, M. Abou Moussa, et le BRENUAC ont de toute évidence établie avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) peut grandement contribuer à l'amélioration de la coopération régionale.

La situation en République centrafricaine appelle une solution régionale. Le Royaume-Uni espère que le BRENUAC continuera de coopérer avec la CEEAC sur cette question et de jouer un rôle central dans la définition d'une position régionale unifiée. Il est essentiel que le BRENUAC appuie le travail effectué par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Margaret Vogt, et son équipe.

Le Royaume-Uni reste préoccupé par les menaces à la sécurité maritime du littoral ouest-africain et salue le leadership dont fait montre l'ONU sur cette question. Le BRENUAC a un rôle important à jouer s'agissant de veiller à ce que la communauté internationale œuvre de concert pour renforcer les capacités en matière de sécurité maritime. Une action régionale est indispensable pour réduire l'impact sur le développement économique et la stabilité. On ne doit pas laisser les échéances être repoussées.

Le BRENUAC doit jouer un rôle fort dans toutes les questions où la coordination régionale s'avère essentielle. À l'heure où les ressources se font rares et où l'on attend beaucoup de l'ONU, le BRENUAC doit apporter une véritable valeur ajoutée à l'action menée aux niveaux régional et sous-régional. Le Royaume-Uni espère donc que le prochain rapport du Secrétaire général décrira plus clairement les efforts déployés par le BRENUAC pour apporter véritablement cette valeur ajoutée et les résultats qu'il aura contribué à obtenir.

Enfin, je remercie les collègues du Conseil de leur appui à la déclaration présidentielle, préparée par la délégation du Royaume-Uni, que le Conseil adoptera tout à l'heure.

M. Briens (France) : Je remercie M. Abou Moussa, Représentant spécial et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de son exposé sur la situation en Afrique centrale, sur les activités du BRENUAC et sur l'état d'avancement des efforts de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

Les nombreux défis politiques et sécuritaires en Afrique centrale nécessitent une coordination accrue de l'ensemble des acteurs nationaux, sous-régionaux, régionaux et des Nations unies. Nous saluons à cet égard les liens établis par le BRENUAC avec la Communauté

économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) ainsi qu'avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

Au-delà des ateliers et conférences qui sont organisés de façon régulière à l'initiative du BRENUAC, l'important est que le Bureau concentre son action en priorité sur la prévention et l'appui aux efforts pour la résolution des conflits au sein de la sous-région. La crise en République centrafricaine, la crise dans l'est de la République démocratique du Congo ou encore la lutte contre la LRA font l'objet d'un suivi par les organisations sous-régionales, par l'Union africaine et par les opérations de maintien de la paix et bureaux des Nations unies compétents. Dans ce contexte, l'expertise du BRENUAC doit être mise à profit pour appuyer directement ces efforts.

La situation à Bangui et dans l'ensemble de la République centrafricaine à la suite de la prise de pouvoir par la Séléka reste très préoccupante. Malgré les mesures annoncées de cantonnement des troupes de la Séléka, l'ordre public demeure précaire et les violations des droits de l'homme et les pillages se poursuivent. La population civile est la première victime des violences, qui compliquent par ailleurs l'acheminement de l'aide humanitaire.

La stabilisation de la situation en matière de sécurité doit donc être la priorité. Nous saluons la décision de la CEEAC de renforcer la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX). La concertation entre la CEEAC, l'Union africaine et l'ONU doit se poursuivre pour évaluer de quelle façon l'ONU et le Conseil de sécurité en particulier peuvent appuyer le renforcement de la MICOPAX, qui est indispensable pour permettre le rétablissement de l'ordre et protéger la population centrafricaine.

La crise centrafricaine prend de plus en plus une dimension régionale. Les besoins humanitaires augmentent chaque jour. On compte à présent environ 206 000 déplacés et 50 000 réfugiés, notamment en République démocratique du Congo, au Tchad, au Cameroun et en République du Congo. Un million trois cent mille personnes se trouvent d'ores et déjà dans une situation d'insécurité alimentaire. Or, dans ce contexte, la mobilisation humanitaire internationale reste pour le moment beaucoup trop faible : l'appel d'urgence lancé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires n'est couvert qu'à 27 %.

Sur le plan politique, les efforts de la CEEAC ainsi que les sommets de N'Djamena des 3 et 18 avril ont permis de préciser un cadre de transition dans la perspective d'élections dans 18 mois. La réunion du groupe de contact à Brazzaville le 3 mai a confirmé ces axes et encouragé les partenaires de la République centrafricaine à appuyer la transition. Avec le soutien de la communauté internationale, le Premier Ministre et les autorités de transition dans leur ensemble doivent aujourd'hui tout mettre en œuvre afin que les objectifs fixés soient respectés, notamment le renforcement de la représentativité des institutions de transition.

Alors que les efforts de stabilisation de la République centrafricaine se poursuivent, la lutte contre la menace que représente la LRA doit continuer sans relâche. Les rebelles conduits par Joseph Kony, lui-même recherché par la Cour pénale internationale (CPI), poursuivent leurs exactions, principalement en Centrafrique et en République démocratique du Congo, mais aussi au Soudan, au Soudan du Sud et en Ouganda. En 25 ans, le groupe a tué plus de 100 000 personnes en Afrique centrale et il est responsable de l'enlèvement et du recrutement forcé de 60 000 à 100 000 enfants et du déplacement de 2,5 millions de personnes.

Nous nous félicitons des progrès concrets réalisés par l'Union africaine pour renforcer les moyens de lutte contre la LRA. La Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur compte désormais 3 500 hommes. Son concept d'opérations et ses règles d'engagement ont été finalisés. Nous encourageons une coordination étroite de la Force régionale d'intervention et des opérations de maintien de la paix des Nations Unies sur le terrain pour permettre le désarmement et la démobilisation des rebelles de la LRA, l'arrestation et le transfert à la CPI de ses leaders, et une meilleure protection des populations civiles.

Pour ce qui concerne plus précisément le rôle des Nations Unies, le BRENUAC a permis l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la Stratégie régionale visant à contrer la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (S/2012/481, annexe). Ce plan, présenté en avril dernier, chiffre les besoins de financement pour les projets de lutte contre la LRA conduits par les agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Il va permettre de mieux structurer les efforts internationaux. Mais il devra être approfondi et actualisé pour assurer l'efficacité continue des efforts entrepris.

Par ailleurs, les opérations de maintien de la paix participant à la lutte contre la LRA, c'est-à-dire l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, disposent de mécanismes d'observation et de coordination sur les attaques et la localisation des membres de la LRA. Il importe qu'elles mettent à profit ces outils pour encourager davantage de défections des combattants et faciliter l'accueil des déserteurs, notamment des enfants.

Je conclurai en évoquant une tendance préoccupante évoquée dans le rapport du Secrétaire général : l'ampleur grandissante des activités de braconnage en Afrique centrale pour le financement d'activités criminelles, voire terroristes. Ce phénomène, qui met en danger à la fois la sécurité de la région et des espèces menacées, est désormais avéré. Dans ce domaine aussi, la coopération entre les États de la région, la CEEAC, l'Union africaine et les Nations Unies doit être renforcée.

M. Rosenthal (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Notre délégation remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), M. Abou Moussa, de son exposé dans lequel il a fait le point sur les événements récents; et elle remercie également le Secrétaire général de son rapport paru récemment (S/2013/297).

Nous appuyons les efforts réalisés par le BRENUAC pour appuyer les initiatives permettant de régler les problèmes multiples et variés que rencontrent les pays de la région d'Afrique centrale. Nous tenons à cet égard à mettre en exergue avec une préoccupation particulière les événements que vit actuellement la République centrafricaine, et qui ont indubitablement touché l'ensemble de la sous-région. Nous espérons donc que le BRENUAC pourra continuer de coordonner les efforts du système des Nations Unies en conjonction avec ceux des organismes sous-régionaux, comme la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Union africaine, en vue de rétablir l'ordre dans le pays. Naturellement, dans ce cas comme dans d'autres, nous applaudissons à l'association des efforts de l'ONU et des instances régionales et sous-régionales africaines.

Nous saluons les efforts que déploie le BRENUAC pour faire face à l'insécurité engendrée par la piraterie et

la criminalité dans le golfe de Guinée. Nous considérons que la coopération prévue par le BRENUAC à l'appui des préparatifs du Sommet régional des chefs d'État et de gouvernement sur la piraterie dans le golfe de Guinée prévu en juin est d'une importance vitale. Nous espérons que ce sommet sera un succès afin de nous permettre de faire face à cette menace à la sécurité dans la sous-région.

Le BRENUAC doit en outre travailler avec les différents États d'Afrique centrale afin d'aborder le problème de l'exploitation illégale des ressources naturelles, en particulier du braconnage dont font l'objet les éléphants, signalé au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad et au Gabon, et qu'ont évoqué M. Moussa dans son exposé et, à l'instant, le représentant de la France.

Notre délégation considère qu'il importe que le BRENUAC continue de coordonner les efforts consacrés spécifiquement à la consolidation de la paix dans la sous-région, en particulier dans les domaines du renforcement des institutions, des processus électoraux, de la médiation et des bons offices aux fins de la prévention des conflits. Il convient de s'attaquer à certaines situations de conflit précises, notamment en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, que je n'aborderai pas ici puisque la République démocratique du Congo est inscrite à notre ordre du jour cet après-midi. Cependant, il convient de préciser qu'il y a des efforts à déployer dans d'autres États qui ont besoin que leurs processus de consolidation de la paix les éloignent d'un conflit. Nous ne voulons pas en effet voir se reproduire la situation qu'a subie la République centrafricaine. Nous espérons que la prochaine réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sera un succès et qu'elle donnera lieu à des propositions en vue d'améliorer la sécurité dans la sous-région.

S'agissant de la menace que continue de représenter l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), nous redisons notre préoccupation face à l'impact extrêmement délétère que continuent d'avoir ce groupe armé et ses activités criminelles dans la région, en particulier en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et en Ouganda.

Nous condamnons les atrocités que continue de commettre ce groupe. Tout en prenant note du fait que les rapports font état d'une réduction de ses activités, nous

estimons qu'il faut redoubler d'efforts pour éliminer une fois pour toutes la menace que son existence représente.

Nous réitérons notre appui à la Stratégie régionale visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (S/2012/481, annexe). Nous saluons les progrès qui ont été accomplis dans sa mise en œuvre, notamment le parachèvement de la rédaction des documents de stratégie nécessaires à la mise en place de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA. Nous espérons que les pays fourniront les contributions et les contingents nécessaires pour que la Force atteigne ses effectifs autorisés. Nous nous félicitons de la mise au point d'un plan pour la mise en œuvre prioritaire de cette stratégie, et nous espérons qu'il servira de base à des mesures concrètes pour alléger les souffrances des populations dans les zones où sévit la LRA.

Il faut redoubler d'efforts pour exécuter les mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale contre Joseph Kony et les dirigeants de la LRA pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, y compris des assassinats, des viols et le recrutement d'enfants au moyen d'enlèvements. Nous encourageons tous les États à coopérer avec la Cour pour que ces mandats soient exécutés et pour que les responsables de ces atrocités soient traduits en justice.

Pour terminer, nous voudrions exprimer notre appui à la déclaration présidentielle qui sera lue aujourd'hui.

M^{me} Rice (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé. Depuis près de 30 ans, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) fait des ravages et commet des atrocités de masse à l'encontre des populations de l'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs. La LRA a tué, blessé et déplacé des milliers de personnes. Elle a enlevé des enfants et les a forcés à commettre des horreurs indescriptibles. Elle a détruit des familles et des communautés. Ses actes sont inacceptables, et il faut y mettre un terme une fois pour toutes.

Le Conseil a condamné à maintes reprises les atrocités commises par la LRA et appuyé des mesures décisives pour y mettre fin. Notre objectif d'éliminer définitivement la menace posée par la LRA est à notre portée, mais cela exigera un leadership régional durable et un appui de la communauté internationale. Les États-Unis félicitent l'Union africaine et les Gouvernements

de la région, en particulier l'Ouganda, de leurs efforts concertés et soutenus pour neutraliser la menace posée par la LRA. Les États-Unis ont apporté un appui important à ces efforts régionaux, notamment en dépêchant des conseillers militaires pour renforcer les capacités des forces régionales à poursuivre les principaux dirigeants de la LRA et protéger les populations locales.

Notre engagement commun a abouti à des progrès notables. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, dans l'ensemble, en 2012, le nombre d'attaques menées par la LRA a considérablement baissé par rapport à 2011. Certaines des personnes déplacées au Soudan du Sud suite aux attaques de la LRA ont commencé à regagner leurs foyers, et deux des principaux dirigeants de la LRA, Caesar Achellam et Vincent Bonani Okumu, ne sont plus sur le champ de bataille, et des dizaines de membres de la LRA ont fait défection ou ont été libérés. Afin de contribuer à faire que les principaux dirigeants de la LRA soient traduits en justice, les États-Unis, par l'entremise du programme de récompenses relatif aux crimes de guerre, offre des récompenses allant jusqu'à 5 millions de dollars pour toute information contribuant à l'arrestation, au transfèrement ou à la condamnation des chefs de la LRA, à savoir Joseph Kony, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen.

Néanmoins, la LRA continue de représenter une menace pour la région et ses attaques ont des effets disproportionnés en raison de leur brutalité et de leur portée. Joseph Kony est toujours en fuite, et la LRA continue de mener des attaques et de commettre des enlèvements. Des centaines de milliers de personnes sont toujours déplacées en Afrique centrale suite aux attaques de la LRA. L'instabilité dans la région, notamment en République centrafricaine, menace d'arrêter et éventuellement d'inverser les progrès accomplis dans la lutte contre la LRA. Les États-Unis estiment que les opérations de lutte contre la LRA dans le cadre de l'Équipe spéciale régionale établie par l'Union africaine pour lutter contre la LRA doivent reprendre dès que possible. Nous nous félicitons des assurances données par le Gouvernement de transition de la République centrafricaine que des opérations de lutte contre la LRA se poursuivront par l'entremise de l'Équipe spéciale régionale. Une nouvelle suspension des opérations militaires en République centrafricaine pourrait permettre à la LRA de se réorganiser, ce qui représenterait une menace encore plus grave pour les civils.

Entretemps, la LRA continue de faire des ravages dans d'autres pays de la région, notamment en République démocratique du Congo. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la République démocratique du Congo a fait l'objet de 54 attaques de la LRA entre janvier et mars 2013, le nombre le plus élevé d'attaques dans les pays touchés par la LRA dans la région. Les éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo et les effectifs de la Mission de stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo opérant dans le nord-est de la République démocratique du Congo doivent redoubler d'efforts pour lutter contre la LRA en menant des patrouilles plus ciblées et sur un territoire plus étendu et en améliorant l'échange d'informations. En outre, les missions des Nations Unies présentes dans la région et l'Équipe spéciale régionale établie par l'Union africaine pour lutter contre la LRA doivent avoir la même vision de la structure d'opérations de la LRA et enquêter sur ses réseaux logistiques et ses sources potentielles de financement illicite.

La Stratégie régionale visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (S/2012/481, annexe) est essentielle pour la coordination des efforts des Nations Unies et de l'Union africaine visant à protéger les civils face aux attaques de la LRA et à renforcer la résilience des communautés locales. Les États-Unis appuient pleinement cette stratégie et se félicitent du nouveau plan de mise en œuvre élaboré par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Moussa, et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC). Nous espérons que ce plan se traduira rapidement en mesures concrètes dans la région. En particulier nous appelons à la mise en œuvre rapide d'instructions permanentes sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration, et la réinstallation ou le rapatriement et demandons instamment que l'accent soit mis sur les projets de construction de routes et d'infrastructures pour améliorer l'accès humanitaire dans la région. Nous demandons au Secrétaire général de veiller à ce que le BRENUAC soit doté du personnel nécessaire à cette fin, en particulier les experts techniques.

Tout en nous employant à mettre fin à la campagne de terreur de la LRA, nous devons traiter de la crise en République centrafricaine, où l'effondrement de la primauté du droit et de l'ordre, la persistance des violations des droits de l'homme et la situation humanitaire catastrophique représentent une grave menace pour la stabilité régionale. Les États-Unis saluent

les efforts consentis par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales pour alléger les souffrances humanitaires dans des conditions difficiles. Cependant, c'est aux autorités centrafricaines qu'il incombe au premier chef de protéger les civils, et elles doivent en faire davantage dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les femmes et les enfants. Elles doivent neutraliser sans tarder les combattants de la Séléka, faciliter l'accès humanitaire sur tout le territoire national et entamer une transition politique. Les auteurs de violations des droits de l'homme commis par les deux parties au cours des récents combats doivent rendre compte de leurs actes.

En plus de la LRA et de l'instabilité qui règne en République centrafricaine, la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée sont de graves problèmes de sécurité auxquels la région continue d'être confrontée. Les États-Unis se félicitent de l'appui apporté par le BRENUAC à la coordination des efforts et au renforcement des capacités dans la région pour lutter contre ces menaces, et attendent avec intérêt le sommet régional des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra en juin 2013, où les pays auront l'occasion de démontrer leur leadership pour s'attaquer à ces problèmes. Nous nous félicitons également des efforts importants de diplomatie préventive et de consolidation de la paix déployés par le BRENUAC pour promouvoir la stabilité régionale. Par ailleurs, nous exhortons le BRENUAC à continuer de s'attaquer aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans la sous-région, notamment les mutilations génitales féminines, les mariages précoces forcés, le déni d'accès à l'éducation et une faible participation à la vie politique.

M. Nduhungerehe (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), M. Abou Moussa, pour sa présentation du rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2013/297). Nous apprécions l'engagement continu de M. Moussa en faveur de la prévention des conflits en Afrique centrale.

La situation en Afrique centrale s'est aggravée depuis le dernier rapport du Secrétaire général (S/2012/923), en raison essentiellement de la crise en République centrafricaine et de la présence continue de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans la région. Le Rwanda est bien conscient du fait que

l'insécurité et l'apatridie sont le terreau de la criminalité et du terrorisme. Les groupes terroristes tels que la LRA tirent profit du vide existant pour provoquer encore plus de ravages dans les communautés.

Nous tenons encore une fois à exprimer notre préoccupation la plus vive face à la situation en République centrafricaine, notamment pour ce qui est des violations des droits de l'homme et de la crise humanitaire provoquée par la Séléka, lesquelles ont des conséquences non seulement pour la République centrafricaine, mais également pour tous les pays de la région. Cette coalition aura des comptes à rendre, et les auteurs de ces crimes seront traduits en justice.

Nous craignons que la LRA ait continué à mener des attaques meurtrières qui ont fait des victimes parmi les civils et se sont soldées par des enlèvements et le déplacement de populations. Nous condamnons dans les termes les plus vifs les violations que la LRA ne cesse de commettre contre des enfants, ainsi que son utilisation du viol, de l'esclavage sexuel et d'autres formes de violence sexuelle. C'est pourquoi nous accueillons avec satisfaction les outils fournis par les conclusions sur la situation des enfants victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et le conflit armé (S/AC.51/2013/1), adoptées par le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés le 19 avril. Nous nous joignons au Groupe de travail pour exprimer notre appréciation des efforts déployés par les gouvernements des pays touchés en faveur de la protection des enfants, dont l'élaboration du plan opérationnel de rapatriement transfrontière, de prise en charge et de réunification avec leur famille des enfants qui se sont évadés ou ont été libérés de la LRA. Nous encourageons les forces armées de la région à se doter d'instructions permanentes régissant la prise en charge des enfants rescapés de la LRA et leur remise à des organismes civils de protection de l'enfance.

Nous apprécions les efforts conjugués des pays où sévit la LRA, par la fourniture notamment de contingents à la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur. Nous réitérons notre appui aux activités du BRENUAC et à la nouvelle mise en œuvre de la stratégie régionale visant à contrer la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités. Nous craignons cependant que ces efforts ne soient sapés par ceux qui, dans la région, souhaitent légitimer les activités criminelles des groupes terroristes en Afrique centrale, tels que la LRA et les Forces démocratiques de libération

du Rwanda. Nous restons extrêmement préoccupés par la situation humanitaire des populations déplacées et des réfugiés dans les pays où sévit la LRA et nous exhortons la communauté internationale à continuer à aider ces populations déplacées et ces réfugiés.

Je voudrais, avant de terminer, dire quelques mots sur le fléau du braconnage en Afrique centrale, évoqué dans le rapport du Secrétaire général. Ses conséquences sont bien connues : réduction drastique du nombre d'éléphants en Afrique, impact sur l'environnement, manque à gagner pour l'industrie du tourisme et financement des groupes armés. À cet égard, nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général invitant à envisager la question du braconnage comme un problème majeur de sécurité nationale et sous-régionale requérant une action concertée et coordonnée, mais nous croyons également que, la demande en ivoire provenant essentiellement de pays non africains, les pays de destination devraient également faire ce qui est attendu d'eux dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Je voudrais dire pour terminer que le Rwanda reste convaincu que, en dépit de la crise en République centrafricaine, la LRA finira par être éradiquée de la région grâce aux efforts conjugués du BRENUAC, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de l'Union africaine et des pays de la région.

Enfin, nous réitérons notre appui au projet de déclaration présidentielle soumis par le Royaume-Uni.

M^{me} King (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abou Moussa, pour son exposé sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC).

Je voudrais d'abord parler de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui, depuis 1987, commet des violations des droits de l'homme qui sont des plus choquantes de par leur ampleur et leur brutalité. D'autres intervenants ont déjà cité les chiffres bien connus de morts, d'enlèvements et de déplacements causés par la LRA, et nous savons tous que la LRA a continué, ces derniers mois, à perpétrer ses crimes horribles. Selon certaines estimations, il y aurait eu jusqu'à 275 attaques en 2012.

Huit ans après avoir été émis, en juillet 2005, les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre Joseph Kony et d'autres dirigeants de la

LRA ne sont toujours pas exécutés. Nous appuyons sans réserve le projet de déclaration présidentielle du Conseil de sécurité sur la LRA et l'appel lancé à tous les États pour qu'ils coopèrent avec les autorités nationales compétentes et la CPI afin que ces mandats d'arrêt soient exécutés et que les responsables soient traduits en justice.

Le renforcement des efforts régionaux et internationaux de lutte contre la LRA ont produit des résultats positifs. Nous savons que la LRA a été affaiblie et que le nombre de défections a augmenté. Nous saluons l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA et nous nous félicitons des progrès réalisés dans la mise en place de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. Mais malgré ces efforts considérables, la LRA continue de terroriser et de persécuter les populations en Afrique centrale et d'avoir ainsi un impact humanitaire disproportionné sur les civils, en particulier les femmes et les enfants, en raison de l'ampleur de sa brutalité. Il faut donc faire plus pour profiter de la présente occasion afin de mettre fin une fois pour toutes à ce groupe odieux.

Il faut, avant toutes choses, remédier à la crise en République centrafricaine. Nous ne savons que trop que la LRA profite des vides sécuritaires et des situations où l'autorité de l'État est faible, voire, dans le cas de la République centrafricaine, inexistante. Il est donc d'autant plus préoccupant que le contingent ougandais de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine ait été contraint de suspendre temporairement ses opérations dans ce pays. Comme M. Lamamra, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'a dit récemment à une réunion d'un forum de soutien de l'Union africaine à Addis-Abeba, la LRA a pu partir en pique-nique depuis que la coalition de la Séléka s'est emparée du pouvoir en République centrafricaine par la force. Il faut à tout prix que la Force régionale d'intervention de l'Union africaine puisse reprendre ses activités le plus rapidement possible.

Nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial de l'Union africaine, M. Francisco Madeira, et par le Premier Ministre de la République centrafricaine, M. Tiangaye, pour parvenir à un accord. Nous espérons que cela aboutira à une reprise rapide des opérations. L'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale doivent également renforcer leur coordination afin de régler la crise actuelle en République centrafricaine. L'Australie

est prête à examiner les façons dont le Conseil de sécurité peut appuyer ces efforts.

Deuxièmement, nous devons améliorer la mise en œuvre de la stratégie régionale visant à contrer la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités. La mise en œuvre de cette stratégie il y a près d'un an a permis de porter l'attention sur les menaces posées par la LRA. Nous nous réjouissons de la soumission par le Secrétaire général d'un plan de mise en œuvre de la stratégie, qui fournit une vue d'ensemble utile des mesures prises à ce jour et de la voie à suivre. Le BRENUAC a un rôle de coordination important à jouer pour que la stratégie des Nations Unies se traduise en résultats tangibles sur le terrain. Le succès de la mise en œuvre de cette stratégie exige l'engagement total de toutes les parties prenantes, des pays où sévit la LRA, qui en ont la responsabilité principale, de tout le système des Nations Unies et des partenaires internationaux. Il faut évidemment déployer de nouveaux efforts.

Face à la menace posée par la LRA, les missions politiques et de maintien de la paix des Nations Unies dans la région – la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine – doivent mener des actions concertées et renforcées qui consistent notamment à protéger les civils, à partager les informations sur les activités de la LRA, à élaborer une série d'instructions permanentes et à mettre en œuvre des programmes effectifs de désarmement, démobilisation, réinsertion, réinstallation et rapatriement.

Face à l'évolution des tactiques de la LRA, la coordination transfrontalière et le partage de l'information prennent une importance accrue. Comme le note le rapport du Secrétaire général, par exemple, il faut traiter de la question de l'utilisation éventuelle de fonds issus du commerce illicite de l'ivoire comme importante source de financement des activités de la LRA. Il faut s'attacher à dresser un tableau commun des capacités opérationnelles de la LRA, de ses zones d'activités et des sources de financement et de l'aide dont elle se sert pour mener ses attaques.

Aujourd'hui plus que jamais, le BRENUAC a un rôle important à jouer dans la prévention des conflits, les systèmes d'alerte rapide et les efforts de médiation

en Afrique centrale. Comme le note le rapport du Secrétaire général, la croissance économique, bien que continue, n'est pas inclusive. Le chômage est élevé parmi les jeunes, le taux de participation des femmes aux processus clés de prise de décisions politiques est faible dans presque tous les pays, et la piraterie et les activités criminelles transfrontalières, y compris le braconnage de l'ivoire, ont augmenté.

Nous nous félicitons donc des efforts déployés au niveau régional pour régler ces problèmes et de l'assistance fournie par le BRENUAC à l'appui de ces efforts. Nous attendons avec intérêt, par exemple, le Sommet régional des chefs d'État et de gouvernement sur la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée, qui se tiendra à la fin du mois prochain, ainsi que le forum régional sur l'emploi des jeunes, la stabilité politique et la consolidation de la paix en Afrique centrale, prévu au dernier trimestre de cette année.

Pour terminer, je voudrais exprimer notre plein appui au Représentant spécial, M. Moussa, et au BRENUAC pour leur contribution importante à la prévention des conflits en Afrique centrale.

M^{me} Millicay (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial, M. Abou Moussa, de son exposé et saluer le rapport du Secrétaire général (S/2013/297).

L'Argentine suit de près la situation créée par la menace posée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et ses activités. L'Argentine appuie les efforts régionaux déployés sous la conduite de l'Union africaine, qui ont indiscutablement contribué à la récente diminution du nombre d'attaques menées par la LRA.

La LRA continue cependant de représenter une grave menace. Joseph Kony réussit à échapper à la justice et à commettre depuis plus de 20 ans, avec sa bande de meurtriers et de malfaiteurs, les pires violations des droits de l'homme, dont sont en particulier victimes des enfants. Je voudrais rappeler ici que le deuxième rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violences commises dans la région où sévit la LRA indique que Joseph Kony et ses complices sont responsables de la mort de plus de 100 000 personnes et de l'enlèvement de 60 000 à 100 000 enfants. Ces crimes ne doivent pas rester impunis et leurs auteurs doivent en répondre devant la justice.

Depuis 2005, Joseph Kony et ses complices font l'objet de mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale pour les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'ils sont accusés d'avoir commis. Il faut redoubler d'efforts pour permettre leur arrestation.

L'Argentine appuie la stratégie régionale des Nations Unies proposée par le Secrétaire général et appelle les États de la région à la mettre en œuvre pour éliminer une fois pour toutes la menace posée par la LRA et trouver une solution à long terme. Nous encourageons donc les pays de la région à poursuivre leur coopération et à fournir des contingents et des équipements à l'appui de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine.

En ce qui concerne la situation en République centrafricaine et la question à l'examen aujourd'hui, nous nous félicitons d'apprendre que les Forces de défense populaires de l'Ouganda présentes sur place reprendront bientôt leurs activités de lutte contre la LRA dans ce pays. Le contingent ougandais doit poursuivre ses efforts dans le cadre de l'Équipe spéciale régionale établie par l'Union africaine afin de compléter l'action menée par le Gouvernement centrafricain pour lutter contre la LRA.

L'Argentine est également favorable au renforcement et à la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation, réintégration, et réinstallation ou rapatriement menés dans les zones où sévit la LRA.

Ma délégation tient à mettre l'accent sur les efforts et le travail réalisés par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) à l'appui de l'action régionale de prévention des conflits et de promotion de la paix et de la sécurité dans les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), y compris la lutte contre la LRA. À cet égard, nous saluons les initiatives du BRENUAC pour promouvoir la justice et l'état de droit, deux conditions indispensables à une paix durable dans la région. Nous voudrions également attirer l'attention sur l'examen du cadre de coopération signé en mai 2012 que le BRENUAC a réalisé conjointement avec la CEEAC afin de faciliter sa mise en œuvre dans des domaines tels que la sécurité, la gouvernance, les processus électoraux, le commerce illicite des armes et la piraterie et les vols à main armée en mer.

À cet égard, nous devons également souligner les efforts de coordination déployés avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest afin de renforcer la lutte régionale contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée.

Enfin, l'Argentine appuie le projet de déclaration présidentielle proposé par le Royaume-Uni et nous demandons au Secrétariat de tenir le Conseil de sécurité dûment informé de la situation dans la région et, en particulier, des activités menées par la LRA.

M. Sul Kyung-hoon (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux précédents orateurs qui ont remercié le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abou Moussa, de son exposé riche en informations.

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) continue de poser une menace importante à la paix et à la sécurité en Afrique centrale. La région compte plus de 440 000 personnes déplacées. À moins qu'elles ne soient collectivement et systématiquement combattues, les atrocités commises par la LRA, notamment les meurtres, les actes de torture, les mutilations et l'esclavage sexuel, ainsi que le recrutement d'enfants soldats, continueront.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que les enfants continuent d'être la cible d'attaques de la LRA. En 2012, 25 % environ des victimes de la LRA étaient des garçons et des filles mineurs. Le mois dernier, le Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé a conclu que les pays dans lesquels sévit la LRA doivent intensifier leurs efforts pour traduire les membres de la LRA en justice. Les gouvernements de la région jouent également un rôle capital dans l'exécution des mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale contre Joseph Kony et ses complices, qui sont toujours en fuite.

On sait que la LRA finance ses activités par le braconnage et le trafic de l'ivoire. La LRA est également considérée comme un acteur important du trafic transfrontière d'articles illégaux. Ses activités menacent les fondements mêmes de l'état de droit dans l'ensemble de la région et la communauté internationale doit donc les combattre comme telles.

Le mois dernier, l'ONU a préparé un plan de mise en œuvre de la stratégie régionale visant à contrer la LRA et à remédier aux effets de ses activités. Ce document (S/2013/240, annexe) fournit un plan d'action global pour démanteler la LRA en répartissant les tâches et en

coordonnant, par thème et par pays, les activités entre les organismes compétents des Nations Unies opérant dans la région. Il s'agit d'une avancée importante dans le renforcement des efforts de coordination régionale déployés à l'échelle du système des Nations Unies. Dans le cadre de ce plan, tous les acteurs doivent partager sans attendre toute information concernant les mouvements de la LRA afin de pouvoir donner rapidement l'alerte, de relancer la campagne de largage de tracts et de renforcer les capacités de radiodiffusion visant à encourager les membres de la LRA à faire défection.

En revanche, s'agissant de l'opération de lutte contre la LRA menée par l'Union africaine, les activités de l'Équipe spéciale régionale établie par l'Union africaine ont été suspendues à la suite de l'offensive menée par la Séléka contre Bangui. Nous espérons que les opérations de l'Équipe spéciale reprendront le plus rapidement possible.

Nous estimons également inquiétantes les informations selon lesquelles la LRA aurait installé une base à la frontière entre la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Soudan. Nous exhortons les autorités de transition de la République centrafricaine à contribuer activement aux efforts conjoints déployés dans la région afin d'empêcher que cette zone ne devienne le terrain de la LRA.

Je voudrais m'arrêter un instant sur la question des actes de piraterie et des vols à main armée commis dans le golfe de Guinée, qui est un autre problème de sécurité rencontré par la région de l'Afrique centrale. Les exercices militaires multinationaux organisés depuis 2011 ont grandement contribué à améliorer la sécurité dans le golfe de Guinée. Nous espérons que le sommet régional prévu au Cameroun le mois prochain permettra des progrès importants dans la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée.

Enfin, nous saluons les efforts constants du Représentant spécial, M. Moussa, et de son équipe, qui travaillent dans des conditions difficiles. Nous appuyons également la déclaration présidentielle élaborée par le Royaume-Uni.

M. Loulichki (Maroc) : Je voudrais remercier M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général, de sa présentation très complète du rapport du Secrétaire général (S/2013/297) et de l'état d'avancement des efforts de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Je voudrais aussi apporter, d'ores et

déjà, notre appui à la déclaration présidentielle présentée par le Royaume-Uni.

Le Maroc, qui est lié par des relations traditionnelles d'amitié et de coopération avec les pays d'Afrique centrale, se réjouit des progrès enregistrés par les pays de cette région sur le plan du renforcement de la coopération transfrontalière, de l'intégration régionale et de la croissance économique. Ces avancées ne devraient pas, cependant, occulter les défis croissants d'ordre sécuritaire, politique et humanitaire auxquels doivent faire face ces pays, et qui nécessitent des réponses urgentes. L'insécurité dans le golfe de Guinée et dans la région du Sahel, les actes de terrorisme et les trafics transfrontaliers, ainsi que les actes de braconnage ont un impact de plus en plus marqué sur la stabilité et le développement de la région d'Afrique centrale. Nous continuons à être préoccupés par la menace grandissante de la piraterie dans le golfe de Guinée, phénomène qui se répand malheureusement de plus en plus le long des côtes atlantiques de l'Afrique. Il est important et urgent d'agir pour lutter contre cette dérive dangereuse.

Le besoin se fait de plus en plus sentir d'un renforcement de la coopération interrégionale entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Commission du golfe de Guinée, ainsi qu'entre les pays riverains du golfe de Guinée. Dans ce contexte, nous nous félicitons des initiatives prises au niveau régional, notamment la récente réunion ministérielle organisée au Bénin sur l'insécurité maritime et la tenue prochaine d'un sommet régional les 24 et 25 juin au Cameroun, rassemblant la CEEAC, la CEDEAO et la Commission du golfe de Guinée, et les pays de la région. Nous formulons l'espoir que ce sommet constituera une étape décisive vers la mise en place d'une stratégie transrégionale et interrégionale globale et efficace. Nous saluons les efforts que déploie le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, ainsi que l'action et le leadership de M. Abou Moussa, aux fins de la tenue de cette réunion importante.

En ce qui concerne la région du Sahel, nous sommes préoccupés par les répercussions sécuritaires qui se font malheureusement de plus en plus sentir dans les régions avoisinantes, notamment en Afrique centrale et au Maghreb. Nous nous félicitons de la décision prise par la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), lors du dernier sommet organisé à N'Djamena, de créer un organe permanent pour le développement

durable et la lutte contre la pauvreté, et un conseil permanent de sécurité pour aider les États membres à combattre le terrorisme et les autres fléaux menaçant la paix. Le Maroc se réjouit à cet égard d'accueillir le prochain sommet du CEN-SAD, en guise de contribution à une meilleure gestion collective des défis de l'espace sahélo-saharien.

Dans ce contexte, nous accueillons avec satisfaction la participation du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale aux différentes conférences sous-régionales et interrégionales autour des thématiques liées aux menaces transfrontalières ou transrégionales, telles que le sommet du CEN-SAD ou la réunion, organisée à Rabat par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme sur le renforcement de la surveillance des frontières entre les États du Maghreb et le Sahel, et nous invitons le Bureau régional à continuer de participer activement à ce genre de rencontre.

Face aux menaces croissantes d'ordre transrégional, nous encourageons le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à améliorer davantage leur coopération en soutien des efforts régionaux pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, le trafic d'armes légères et de petit calibre, ainsi que le terrorisme.

Sur le plan politique, la récente crise en République centrafricaine a démontré la fragilité des processus de consolidation de la paix. Nous sommes préoccupés par la gravité de la situation qui prévaut actuellement dans ce pays, et demeurons inquiets de l'impact de cette crise sur la stabilité sous-régionale, sur le plan humanitaire, mais aussi en ce qui concerne la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Nous louons le rôle déterminant joué par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans la gestion de cette crise vers la restauration de l'ordre constitutionnel. Dans ce contexte, nous encourageons le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à continuer à soutenir les organisations sous-régionales d'Afrique centrale, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence de la région des Grands Lacs, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités, y compris sur le plan de la médiation, laquelle nous semble prioritaire, en particulier à la lumière des événements récents en République centrafricaine et dans l'est de la République démocratique du Congo.

S'agissant maintenant de l'Armée de résistance du Seigneur, qui continue de menacer la stabilité et la vie de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dans la région d'Afrique centrale et de compromettre les efforts de consolidation de la paix, le Maroc voudrait réitérer sa vive condamnation des attentats et des atrocités commis par ce groupe criminel, ainsi que des violations des droits humains dont il s'est rendu responsable, notamment contre les enfants et les femmes. Il importe aujourd'hui d'accroître les efforts collectifs pour une coopération transfrontalière renforcée et de capitaliser sur les avancées enregistrées à ce jour grâce aux efforts déployés par les États de la région et par les différentes missions politiques ou de maintien de la paix pour mettre fin à la présence de la LRA en Afrique centrale. À cet égard, nous louons la décision du Gouvernement de la République centrafricaine de reprendre et de rejoindre les efforts régionaux pour lutter contre la LRA.

Nous nous félicitons du rôle important que joue dans la région le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale en matière de lutte contre la LRA, ainsi que de l'élaboration du plan de mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies pour contrer la menace et l'impact des activités de l'Armée de résistance du Seigneur. Nous encourageons le Bureau des Nations Unies dans son rôle de coordination, ainsi que les missions politiques et de maintien de la paix dans la région, et les autres entités onusiennes qui y sont également présentes, à intensifier leurs efforts en faveur de la mise en œuvre de cette stratégie.

Pour sa part, le Maroc, dont les contingents opèrent, dans les rangs des forces de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), dans les régions de la République démocratique du Congo touchées par les activités de l'Armée de résistance du Seigneur, continuera son action en faveur de la protection des civils et de la fourniture d'une assistance humanitaire et médicale, conformément au mandat de la MONUSCO. Sur le plan bilatéral, mon pays continuera également à apporter une assistance humanitaire et un soutien dans le domaine du renforcement des capacités et du développement humain aux pays subissant les activités criminelles de ce groupe.

Pour terminer, je voudrais renouveler notre appui et l'expression de notre appréciation au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abou Moussa, et à son équipe, pour le travail accompli et pour leur contribution à la prévention des conflits en Afrique centrale et au

renforcement de la coordination des activités des Nations Unies et des organisations sous-régionales en Afrique centrale, région dont la stabilité et la sécurité ont toujours été une priorité pour le Royaume du Maroc.

M. Tarar (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous remercions à notre tour le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abou Moussa, de son exposé, ainsi que de son précieux travail et du rôle moteur qu'il joue à la tête du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC).

La sous-région de l'Afrique centrale continue d'être confrontée à de nombreuses difficultés interdépendantes et transversales.

Comme le montre la récente crise en République centrafricaine, où que survienne l'instabilité dans la région, elle des incidences au-delà des frontières de l'État directement touché. La situation générale précaire qui prévaut au Sahel sur le plan de la sécurité, l'absence de possibilités économiques, la prolifération d'armes, les menaces posées par le terrorisme, la recrudescence des actes de piraterie et des vols à main armée dans le golfe de Guinée, la criminalité transfrontière, notamment le braconnage, et la menace que représente en permanence l'Armée de résistance du Seigneur pour les civils ont des incidences dans les tous les pays de la région. Ces problèmes ne peuvent être réglés qu'au moyen d'une approche régionale et internationale unifiée et bien coordonnée, qui tienne compte de la nature transfrontière de ces problèmes, ainsi que de l'appropriation nationale.

L'accent doit de continuer d'être mis sur le renforcement des capacités des autorités nationales face à ces menaces, en phase avec leurs priorités nationales, ainsi que sur une coopération et une collaboration régionales accrues. À cet égard, nous appuyons l'important rôle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale s'agissant de coordonner les efforts régionaux et de régler ces problèmes dans le cadre de son mandat. L'appui technique et les initiatives de renforcement des capacités du BRENUAC dans les domaines de la diplomatie préventive, de la prévention des conflits et de la médiation, au profit surtout des organisations régionales et sous-régionales, demeurent cruciaux pour relever les défis régionaux, et doivent être encore renforcés.

La présence et la poursuite des activités de l'Armée de résistance du Seigneur restent une menace majeure pour la sûreté et la sécurité des civils dans toute

la sous-région. Malgré les nombreux points marqués dans la lutte contre le fléau que constitue l'Armée de résistance du Seigneur ces derniers temps, le danger que représente ce groupe plane toujours, et des milliers de personnes restent déplacées en raison des attaques de la LRA. En outre, la crise en République centrafricaine peut saper les fragiles progrès enregistrés.

Pour s'attaquer avec le plus d'efficacité au fléau que représente la LRA, il faut adopter une approche globale faite de mesures anti-LRA, et renforcer les moyens des États concernés. La stabilité politique ainsi que des institutions nationales de sécurité fortes dans la région empêcheront le groupe de tirer profit du vide sécuritaire et de l'absence de contrôle aux frontières. Parallèlement, répondre aux souffrances des personnes déplacées du fait des attaques de la LRA, ainsi qu'aux besoins à long terme en matière de développement des zones où sévit la LRA, doit continuer de faire partie intégrante de cette approche globale.

La mise en œuvre intégrale de la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités, avec l'aide du BRENUAC et des missions régionales de maintien de la paix, est essentielle pour contrer la menace que pose la LRA. Une bonne mise en œuvre de la stratégie contre la LRA dépend de la disponibilité de ressources suffisantes en temps voulu, ainsi que du renforcement des capacités du système judiciaire, de l'administration publique et des moyens militaires des pays touchés par les activités de la LRA. Il faut que la communauté internationale fournisse l'appui politique, technique et financier nécessaire à la bonne mise en œuvre de cette initiative, en phase avec les priorités définies par l'Union africaine et le principe de l'appropriation nationale.

Nous nous félicitons de la mise au point du concept d'opérations et d'autres documents de stratégie nécessaires à la mise sur pied de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour contrer la LRA, et nous encourageons les pays touchés par les activités de la LRA à donner suite à leurs engagements, en particulier en accroissant leur contribution en matière de contingents à la Force régionale d'intervention. Il est aussi absolument nécessaire de réduire les déficits de financement aux fins de remédier à la situation humanitaire dans les régions touchées par les activités de la LRA.

Nous saluons l'important rôle que le BRENUAC, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation

de la paix en République centrafricaine et les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région continuent de jouer dans la lutte contre la LRA. Nous saluons en particulier l'important rôle que joue la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à cet égard. Le rôle de la MONUSCO, par le biais de la formation et du renforcement des capacités des Forces armées de la République démocratique du Congo, ainsi que des autorités locales, de l'appui aux secteurs de la justice et de la police, de la mise en œuvre de mécanismes d'alerte rapide et de programmes de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réinsertion, reste constitutif de l'intervention internationale contre la LRA. La MONUSCO devrait continuer d'axer son action sur les fonctions essentielles de son mandat qui sont de protéger les civils dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment dans les zones touchées par les activités de la LRA.

Le Pakistan demeure fermement attaché à la paix, à la prospérité et à la stabilité à long terme de la sous-région de l'Afrique centrale. Nous espérons que la région continuera de recevoir l'attention voulue et le plein appui politique de la communauté internationale et du Conseil de sécurité pour l'aider à relever les multiples défis auxquels elle est confrontée.

M. Mehdiyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abou Moussa, de son exposé détaillé. Nous nous félicitons de ce que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale s'efforce de contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique centrale, et saluons sa coopération accrue avec les institutions régionales et sous-régionales.

Les crises politique, sécuritaire et humanitaire en cours en République centrafricaine nuisent à la stabilité et à la sécurité de l'ensemble de la sous-région de l'Afrique centrale. La détérioration rapide la situation humanitaire – due à l'augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées, au fait qu'un grand nombre d'armes sont disponibles et circulent illégalement, au risque de débordement du conflit dans la sous-région et à ses effets néfastes sur les différents processus sous-régionaux, notamment les efforts visant à contrer la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur – souligne combien il importe d'urgence de restaurer l'état de droit et de rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays.

Nous apprécions à leur juste valeur les efforts de médiation entrepris par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour régler la crise par le dialogue et les négociations. Nous sommes aussi tout à fait d'accord avec la recommandation faite par le Secrétaire général au Conseil d'envisager des sanctions et autres mesures à l'encontre de ceux qui ont commis de graves violations du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme pendant le conflit.

Les défis politiques, sécuritaires, socioéconomiques et humanitaires complexes dans la région du Sahel requièrent une réponse globale, intégrée et radicale de la part des acteurs internationaux et régionaux. À cet égard, nous saluons la décision de la Communauté des États sahélo-sahariens de créer un conseil permanent du développement durable pour lutter contre la pauvreté ainsi qu'un conseil de sécurité permanent pour aider à débarrasser la région des terroristes et d'autres menaces à la paix.

La piraterie maritime et le vol à main armée dans le golfe de Guinée représentent une autre grave menace pour la sécurité et le développement économique de la sous-région de l'Afrique centrale. Nous saluons les efforts des parties prenantes régionales visant à mettre en œuvre la résolution 2018 (2011), et soulignons l'importance du prochain Sommet régional des chefs d'État et de gouvernement, qui doit se tenir au Cameroun à la fin du mois de juin.

Nous sommes préoccupés par la menace croissante que les activités criminelles transfrontalières, comme le braconnage et le commerce illicite d'ivoire, représentent pour la paix et la stabilité durables en Afrique centrale. Le rapport du Secrétaire général (S/2013/297) souligne en particulier les taux élevés de chômage chez les jeunes comme constituant un risque potentiel pour la sécurité de la sous-région. Une interaction et une coordination étroites des efforts du BRENAC avec la CEEAC et d'autres organisations partenaires concernées sont un préalable au succès du forum régional proposé sur l'emploi des jeunes, la stabilité politique et la consolidation de la paix en Afrique centrale.

Nous nous réjouissons du solide développement macroéconomique enregistré en Afrique centrale pour la deuxième période consécutive, notamment des taux de croissance élevés dans les pays non producteurs de pétrole. Il importe au plus haut point de consacrer les revenus économiques à des stratégies et programmes concrets, avec l'appui et l'assistance de la communauté internationale, en vue de s'attaquer aux causes profondes

de l'instabilité chronique dans la sous-région, comme la pauvreté et le chômage.

Malgré les progrès enregistrés dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur et la diminution de la menace directe que représentent ses attaques, le groupe continue d'être une source d'insécurité en Afrique centrale. Étant donné le potentiel qu'a le groupe de se redéployer, il est absolument nécessaire de veiller à la mise en œuvre ininterrompue des initiatives et activités liées à la LRA.

Les pays touchés par les activités de la LRA doivent redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie régionale des Nations Unies et dans l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine contre la LRA.

Nous nous félicitons que la dernière touche ait été apportée au plan de mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies, aux concepts d'opérations et autres documents stratégiques nécessaires à la mise en place de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. Nous soulignons l'importance que revêtent la pleine mise en œuvre de ces documents et la mobilisation des fonds nécessaires à cet effet.

L'attention des gouvernements concernés et l'appui des donateurs internationaux doivent rester axés sur le renforcement des capacités d'intervention des pays où sévit la LRA, la nécessité de répondre aux besoins de développement à long terme, la fourniture d'une aide humanitaire et la promotion de programmes de retour et de développement dans les zones touchées.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Togo.

Je voudrais moi aussi remercier M. Abou Moussa pour son exposé exhaustif et saluer, une fois encore, le travail qu'il accomplit à la tête du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC).

Il ressort du rapport qui nous a été présenté (S/2013/297) que certains pays d'Afrique centrale ont enregistré ces derniers mois des progrès en matière de renforcement de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que de la gouvernance politique et économique. Il s'agit notamment de l'organisation sans heurts des élections dans certains pays et des efforts qui sont faits çà et là pour renforcer la croissance économique.

Il en va ainsi de la tenue prochaine au Cameroun du sommet sur la piraterie dans le golfe de Guinée, en vertu de la résolution 2039 (2012) du Conseil de

sécurité. Nous pensons que tous les efforts doivent être déployés pour assurer la bonne tenue de ce sommet.

Malheureusement, à chaque fois que nous saluons ces progrès, surtout dans les pays sortant d'un conflit armé, un nouveau cycle de violence resurgit, comme pour nous rappeler que le chemin vers une paix durable est long et semé d'embûches. La récente crise en République centrafricaine et le drame qui s'y déroule en sont la parfaite illustration, au point que beaucoup s'accordent à dire que ce pays est devenu en l'espace de quelques jours, et ceci après le coup de force de la Séléka, un État failli.

Face à cette situation, il est urgent que la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, examine les mesures appropriées à prendre, notamment sur les plans sécuritaire et humanitaire, en vue d'aider ce pays à se relever. Dans cette optique, une des mesures consisterait en l'adoption de sanctions individuelles contre les responsables rebelles, qui doivent également répondre de leurs actes devant les instances judiciaires.

D'ores et déjà, nous nous réjouissons de la décision que vient d'annoncer l'Union africaine de créer une force d'intervention rapide qui devrait être opérationnelle immédiatement, grâce aux contributions en hommes, matériel et financement offertes par l'Afrique du Sud, l'Ouganda et l'Éthiopie.

S'agissant de la République démocratique du Congo, la communauté internationale a fait montre d'une mobilisation sans précédent, ces derniers mois, pour venir en aide à ce pays. La récente tournée effectuée par le Secrétaire général dans le pays et dans d'autres États de la région en est la preuve la plus tangible.

Le Togo tient à renouveler ses remerciements à tous les acteurs impliqués dans la recherche d'une solution pérenne aux conflits récurrents dans l'est de la République démocratique du Congo. Les efforts inlassables du Secrétaire général, de l'Union africaine, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté de développement de l'Afrique australe sont à saluer à cet égard.

Mon pays reste convaincu qu'avec ce processus politique, qui a reçu l'adhésion de tous les pays de la région et auquel vient s'ajouter le volet militaire du déploiement de la Brigade d'intervention, la paix et la sécurité pourront revenir dans la région, pour peu que toutes les parties respectent leurs engagements et qu'un

suivi effectif et coordonné de la nouvelle stratégie ainsi définie soit garanti.

C'est pourquoi nous regrettons et condamnons la reprise, le 20 mai dernier, des affrontements entre l'armée congolaise et le Mouvement du 23 mars (M23). Nous encourageons le Gouvernement congolais à rester engagé dans les pourparlers de Kampala et demandons au M23 de retourner sans délai à la table des négociations pour la conclusion rapide d'un accord de paix.

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) continue de poser une véritable menace pour les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants, dans les zones où ce groupe armé sévit. Le rapport du Secrétaire général vient confirmer que même affaibli, ce groupe armé garde toujours une certaine force de nuisance, notamment en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

Malgré tout, la lutte contre la LRA se poursuit sur tous les plans, comme l'indique le fait notamment qu'aucune attaque de ce groupe criminel n'a été enregistrée au Soudan du Sud depuis la seconde moitié de l'année 2011, grâce notamment aux efforts consentis par le Gouvernement de ce pays, ses différents partenaires et les populations civiles.

Par ailleurs, la communauté internationale a pris conscience que la lutte contre la LRA ne doit pas être que militaire, mais qu'elle doit se faire aussi sur le plan juridique. C'est pourquoi ma délégation estime que le succès de cette lutte passe, entre autres, par la capture du chef de la LRA, Joseph Kony, et de ses principaux lieutenants et leur traduction devant les tribunaux. À ce sujet, il importe que tous les États de la région coopèrent avec la Cour pénale internationale pour l'exécution, dans les meilleurs délais, des mandats d'arrêt internationaux lancés contre ces criminels, dont l'arrestation permettrait sans nul doute la reddition rapide des combattants, qu'il faudrait ensuite prendre en charge dans le cadre d'un processus viable de désarmement, de démobilisation, de rapatriement et de réinsertion.

Dans le cadre des efforts poursuivis, nous nous félicitons également de la soumission au Conseil par le Secrétaire général, le 19 avril dernier, du Plan de mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer la menace de la LRA et à remédier aux effets pervers de ses activités sur les populations civiles (S/2013/240, annexe). Il importe que les différentes actions ci-dessus menées dans le cadre de la lutte contre la LRA s'accompagnent, sur le plan socioéconomique,

de mesures appropriées, en particulier de la part des gouvernements des pays concernés et de leurs partenaires, pour remédier durablement aux problèmes cruciaux créés par l'extrême pauvreté et le chômage des jeunes, toutes choses qui constituent des menaces potentielles à la paix et à la sécurité.

Le rôle des acteurs clés dans la lutte contre la LRA, notamment les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne, reste déterminant, en particulier sur les plans financier et logistique, pour mettre hors d'état de nuire ce groupe criminel.

En dehors des actes criminels de la LRA, nous exprimons également nos inquiétudes au sujet des actes de braconnage et de massacre des éléphants qui ont cours dans certains pays de la région et de la vente subséquente des ivoires, qui constitue une des sources de financement pour les groupes criminels et les rebelles. Nous invitons par conséquent les États concernés à renforcer, avec l'appui des partenaires, les mesures de sécurité autour des parcs et autres aires protégées où vivent ces animaux.

Les causes des conflits récurrents en Afrique, et particulièrement dans sa partie centrale, sont bien connues. Les nombreuses réunions du Conseil de sécurité qui y sont consacrées prennent des décisions pour y mettre fin. Il reste à la communauté internationale, y compris au Conseil, à prendre davantage de mesures de prévention des conflits, qui ont le mérite d'être moins coûteuses en moyens humains, matériels et financiers que les opérations de maintien de la paix et de lutte contre les groupes criminels.

Pour faire face de manière générale aux crises récurrentes dans la région, nous pensons que la communauté internationale devrait surtout maintenir une vigilance accrue et réagir promptement lorsqu'il y a des signes avant-coureurs de résurgence de l'instabilité dans ces pays.

Je voudrais terminer en rendant un hommage à tout le personnel du BRENUAC, de toutes les missions des Nations Unies, de l'Union africaine et des organisations sous-régionales, qui s'emploie inlassablement à œuvrer en vue du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique centrale.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

À l'issue de consultations entre les membres du Conseil, j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

« Le Conseil de sécurité condamne de nouveau vigoureusement les attaques et atrocités, violations du droit international humanitaire et atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Il condamne également le recrutement et l'emploi d'enfants, les meurtres, mutilations et viols, l'esclavage sexuel, les autres violences sexuelles et les enlèvements qui sont le fait de la LRA. Il exige de celle-ci qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques et l'engage instamment à libérer toutes les personnes enlevées, à déposer les armes et à se démobiliser.

Le Conseil accueille avec satisfaction les conclusions du groupe de travail sur le sort des enfants en période de conflit armé (adoptées le 19 avril 2013) concernant la situation des enfants touchés par le conflit armé lié à la LRA et demande qu'elles soient intégralement appliquées.

Le Conseil accueille également avec satisfaction le plan de mise en œuvre de la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer la menace que représente la LRA et à remédier aux effets de ses activités, ainsi que d'autres documents de stratégie. Il exhorte le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), dans son rôle de coordination, ainsi que les missions politiques et les missions de maintien de la paix des Nations Unies présentes dans la région et les autres entités compétentes des Nations Unies qui sont présentes sur place, à redoubler d'efforts pour faciliter la mise en œuvre de la Stratégie, selon qu'il convient et dans les limites de leur mandat et de leurs capacités. Il demande aussi à la communauté internationale d'apporter toute l'assistance possible.

Le Conseil réaffirme son soutien à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine contre la LRA, se félicite de la mise au point du concept d'opérations et d'autres documents de stratégie nécessaires à la mise sur pied de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine, et souhaite que soient déployés des conseillers pour la protection de l'enfance. Il invite tous les gouvernements de la région à

tenir les engagements qu'ils ont souscrits au titre de l'Initiative et engage les pays voisins à concourir à l'application de cette dernière pour mettre un terme à la menace que représente la LRA. Il engage par ailleurs tous les pays de la région à prendre des mesures pour empêcher la LRA d'agir impunément sur leur territoire. Il souligne que toutes opérations militaires menées contre la LRA doivent l'être dans le respect du droit international applicable, notamment le droit humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit des réfugiés, et de manière à exposer le moins possible les civils qui vivent dans les régions concernées. Il se félicite des mesures qui ont été prises pour assurer une meilleure prise en compte, globale et régionale, de la situation humanitaire, comprenant une assistance aux victimes de violences sexuelles et d'autres atteintes, et souhaite que des progrès supplémentaires soient faits en ce sens.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit la LRA de protéger les civils. À cet égard, il salue l'action que mènent l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la République du Soudan du Sud pour mettre fin à la menace que représente la LRA, les engage vivement à persévérer dans cet effort et exhorte les autres pays de la région à faire de même. À cet égard, il engage les pays touchés par les activités de la LRA qui ne l'ont pas encore fait à arrêter des consignes régissant la prise en charge des enfants rescapés de la LRA et leur remise à des organismes civils de protection de l'enfance.

Le Conseil est préoccupé par l'arrêt récent des opérations contre la LRA en République centrafricaine à la suite de la prise de pouvoir par la force de la coalition Séléka le 24 mars 2013 ainsi que par les violences et pillages perpétrés à cette occasion, qui ont aggravé la situation humanitaire et l'insécurité et affaibli les institutions centrafricaines. Conscient du fait qu'à court terme les autorités de transition de la République centrafricaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union africaine et l'ONU doivent mieux coordonner leurs efforts pour régler au plus vite la crise actuelle en République centrafricaine, et soulignant que toutes les parties responsables

d'atteintes aux droits de l'homme ou de violations de ces droits ou du droit international humanitaire doivent répondre de leurs actes, il souhaite que, grâce à la coordination des efforts, la campagne régionale de lutte contre la LRA puisse reprendre dès que possible. Il appelle à cet égard les autorités de transition de la République centrafricaine à respecter l'engagement qu'elles ont pris auprès de la Force régionale d'intervention et à permettre aux opérations régionales de lutte contre la LRA de reprendre sans entrave aucune. Il apprécie grandement par ailleurs la détermination dont fait preuve l'Ouganda pour lutter contre la LRA et montrer l'exemple.

Le Conseil se félicite des efforts que mène la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour lutter contre la LRA. Il l'encourage à les approfondir et les renforcer, notamment en assurant la formation des Forces armées de la République démocratique du Congo et le renforcement de leurs capacités, en fournissant un appui au Centre conjoint du renseignement et des opérations, et en mettant en œuvre le programme de désarmement, démobilisation, réinstallation ou rapatriement et réintégration (DDRRR) afin d'inciter davantage d'éléments de la LRA à faire défection et leur faciliter la tâche.

Le Conseil note que la MONUSCO et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ont pour mandat d'aider à protéger les civils des régions où sévit la LRA dans le pays où elles sont déployées, les engage à continuer d'agir en ce sens, et note également que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) ont notamment pour vocation de partager sans tarder toutes informations relatives à la menace que la LRA fait peser sur la région et de coopérer à l'élimination de cette menace. Il souligne la nécessité pour ces missions, de même que pour tous les autres acteurs de la région, d'intensifier la coordination transfrontière, notamment en arrêtant des consignes communes, et en échangeant des informations sans tarder, pour pouvoir mieux anticiper les mouvements et les attaques imminentes de la LRA. Le Conseil se

dit préoccupé par les informations qui ne cessent de lui parvenir faisant état d'attaques lancées par la LRA en République centrafricaine au premier trimestre de 2013 et il engage les éléments de la MONUSCO opérant dans des zones où sévit la LRA à redoubler d'efforts pour susciter des défections dans ses rangs en organisant activement des patrouilles et en privilégiant encore l'échange d'informations.

Le Conseil prend note d'informations tendant à indiquer que la LRA disposerait d'une base dans l'enclave de Kafila Kingi, zone limitrophe de la République centrafricaine et objet de différend entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Le Conseil engage l'ONU, l'Union africaine et la CEEAC à œuvrer de concert, notamment en procédant à des évaluations conjointes sur le terrain, pour se faire une idée générale des capacités et des zones d'opérations actuelles de la LRA et à enquêter sur ses réseaux logistiques et éventuelles sources de soutien militaire et de financement illicite, y compris sa participation présumée au braconnage d'éléphants et aux activités de contrebande connexes. Le Conseil appelle le Secrétaire général à rendre compte de toutes constatations dans ses rapports sur la mise en œuvre de la stratégie de lutte des Nations Unies contre la LRA.

Le Conseil demande instamment à la MONUSCO, au BINUCA, à la MINUSS et aux autres acteurs des Nations Unies se trouvant dans une zone où sévit la LRA de continuer à collaborer avec les forces régionales et les organisations non gouvernementales afin de promouvoir une approche commune s'agissant des défections et de l'appui aux entreprises de DDRRR dans l'ensemble de la zone où la LRA est présente. Le Conseil souligne l'importance des programmes d'appui à la libération, au retour et à la réintégration des enfants enlevés par la LRA, en particulier ceux qui tendent à voir accepter ces enfants par les communautés.

Le Conseil se félicite des efforts déployés par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux zones où sévit la LRA en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et en République du Soudan du Sud. Il rappelle que toutes les

parties sont tenues de faire en sorte que les organisations humanitaires puissent venir en aide, en toute liberté et sécurité, à la population civile, conformément au droit international, notamment aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire. Il se déclare préoccupé par le fait que de nombreuses communautés situées dans des zones où la LRA est présente en République centrafricaine et en République démocratique du Congo ne bénéficient pas d'une aide humanitaire régulière, à cause notamment de la médiocrité des infrastructures, et encourage les Nations Unies et les donateurs internationaux à redoubler d'efforts pour aider à donner accès aux organisations humanitaires.

Le Conseil rappelle que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale contre Joseph Kony, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen, notamment pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris les meurtres, viols et enrôlement d'enfants, n'ont pas encore été exécutés et appelle tous les États à coopérer

avec les autorités nationales compétentes et la Cour pénale internationale, conformément à leurs obligations respectives, afin de mettre ces mandats à exécution et de traduire les responsables en justice.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des nouvelles activités du BRENUAC, de l'état de la mise en œuvre de la stratégie régionale et des activités menées par les différentes missions dans la région et d'autres entités compétentes des Nations Unies à cet égard, notamment dans un rapport unique sur le BRENUAC et la LRA à lui présenter le 15 novembre 2013 au plus tard. Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2013/2006. »

Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2013/6.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 35.